

# Les propositions de la FNSEA pour la présidentielle

## SYNDICALISME

Le dernier rapport d'orientation du syndicat contient une série de propositions adressées aux candidats à la présidentielle. Au menu : réforme constitutionnelle, des relations commerciales et de l'administration. Au-delà de la réforme constitutionnelle (suppression du principe de précaution, intérêt général de l'agriculture...) déjà présentée, le syndicat propose un paquet de propositions tous azimuts. Elles vont d'allègements fiscaux et sociaux à la refonte des relations commerciales, en passant par la réforme de l'administration ou du soutien aux projets. En matière de relations commerciales, deux idées sont mises en avant : un « *prix d'équilibre* » (que la FNSEA ne prévoit pas de proposer dans la loi d'Urgence), intégrant « *les coûts complets de production* », y compris la rémunération, équivalente à « *un salaire*

*décent* », dont le montant n'est pas précisé. Et des « *tunnels de prix* » pouvant « *exclure ce qui part sur le marché européen et mondial* ».

Pour améliorer le soutien aux projets, la FNSEA propose de créer une déclinaison agricole du dispositif « France Territoires d'industrie », créé par l'État en 2018 sous l'impulsion des organisations patronales. Pour l'agriculture, l'objectif serait de « *substituer au schéma habituel plans nationaux/ap-pels à projets/dossiers/délais, un continuum bien plus opérationnel à partir des orientations des conférences de souveraineté, identifier les projets concrets et les assortir d'un accompagnement accéléré, en fonction des besoins des filières et des territoires.* » Ce dispositif serait placé sous la gouvernance d'un binôme « préfet/élu local », avec l'objectif « *de passer des plans de filière à des portefeuilles de projets* ».